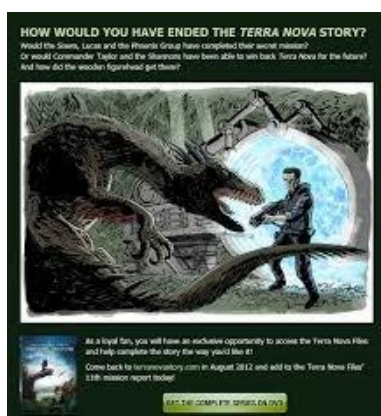


<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article931>



Les deux faces de "Terra Nova" et du pouvoir

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : jeudi 6 novembre 2014

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Louis Saisi participe ci-dessous au débat sur la crise de la démocratie en analysant le rôle des "Think Tanks", en particulier Terra Nova.

Les deux faces de "Terra Nova" et du pouvoir

Le poids du club Terra Nova dans le fonctionnement des rouages de l'Etat, surtout depuis mai-juin 2012, devient étrangement troublant, comme si la démocratie, en France, ne pouvait pas fonctionner sans ce "think tank"... Mais au fait qui est Terra Nova ? (I)

La gauche au pouvoir (PS, Radicaux de Gauche, Ecologistes), bien que désavouée régulièrement par le suffrage universel (Municipales de mars 2014, Européennes de mai 2014) sur le choix de son cap politique actuel - qui n'est pas celui de ses promesses électorales -, nous dit que ses choix s'inscrivent dans la durée et qu'elle-même veut donc durer jusqu'à 2017... Mais durer, est-ce bien la question ? Car pour faire quoi ? (II).

I/ Terra Nova, club de pensée progressiste ou officine "lobbyiste" ?

Comme nous le savons tous déjà, Terra Nova est un think tank, constitué sous forme de fondation, qui entretient des liens étroits avec le Parti socialiste et donc aujourd'hui, plus ou moins directement, avec le gouvernement qui en est issu.

Mais quels intérêts sert Terra Nova ?

J'invite tous ceux d'entre nous qui ne l'auraient pas encore fait à aller voir sur la Toile quels intérêts sert le club Terra Nova... C'est assez édifiant car les informations proviennent du site de Terra Nova lui-même...

Pour cela, il n'y a qu'à regarder la composition du conseil d'administration de Terra Nova qui se présente lui-même sur son site comme un "think tank progressiste et indépendant"... On n'est jamais mieux défini que par soi-même... Sauf que :

- ▶ Ce conseil d'administration de 23 membres est composé de personnes très actives dans le monde de la finance, de la banque, du monde de la communication et de la presse ainsi que de Hauts fonctionnaires - comment les éviter ? - le plus souvent issus de l'Inspection des Finances et de Bercy dont la funeste collusion avec le monde de la Finance n'est plus à démontrer...
- ▶ En ce qui concerne ses mécènes que Terra Nova qualifie lui-même de "partenaires", Terra Nova affirme sur son

site :

"Les mécènes de Terra Nova assurent le financement de nos activités à hauteur de 80 %. Acteurs dans les secteurs de l'immobilier, de la finance, des centres de contacts, de l'énergie, de l'informatique..., ce sont eux qui, par leurs dons, assurent la production de nos propositions et la diffusion de nos idées au plus grand nombre. Comme nous, ils ont à coeur l'élévation de la qualité du débat public : aussi nous font-ils bénéficier de leur soutien pour nous assurer d'une totale indépendance politique. "

Dans la présentation de ses partenaires de 2013, Terra Nova décline, entre autres, parmi eux : VIVENDI, SANOFI, MAIF, SUEZ-GDF, SAP.

La SAP n'est guère connue, et pourtant... C'est une multinationale allemande qui conçoit et vend des logiciels de gestion et de maintenance partout dans le monde. Elle est le plus gros concepteur de logiciels en Europe et le 4ème dans le monde...

Ainsi donc, l'origine socio-économique et l'activité de la plupart des membres du Conseil d'Administration de Terra Nova et celle de ses mécènes est la même, et leurs activités et préoccupations se recoupent souvent...

C'est dire dans quelle idéologie politico économique baigne le "think tank" Terra Nova qui nous parle ensuite crânement de sa "totale indépendance politique"... comme si le monde de l'Economie et de la Finance était aseptisé politiquement...

Il n'y a pas à s'étonner, dès lors, que Terra Nova n'éprouve vraiment aucune difficulté à servir les intérêts économiques et financiers de ses mécènes qui le financent, de son propre aveu, à hauteur de 80%... ..

En fait d' "indépendance", on fait certainement mieux !

Mais de qui se moque Terra Nova ?

Du peuple, assurément, et des plus modestes et plus pauvres, incontestablement, dont il ne sert sûrement pas les intérêts, malgré son auto-proclamation de "think tank "progressiste" !

Et quelle est la validité de ses notes et expertises, sans parler de ses pronostics et recommandations au sein du monde de la gauche (PS essentiellement) et auprès de ceux qui nous gouvernent aujourd'hui ?

L'on peut raisonnablement, et sans méchanceté, penser qu'en termes d'objectivité et d'éthique, ici encore, l'on fait sûrement mieux...

II/ Durer ou ne pas durer au pouvoir... est-ce une question bien pertinente pour gouverner à gauche ?

On nous a souvent fait le coup depuis les années 80... L'essentiel, quand on a conquis le pouvoir, c'est de le garder et de durer... La Gauche, une fois arrivée au pouvoir, doit-elle se préoccuper de durer ? Doit-elle, même, pour rester au pouvoir, faire la politique de ses adversaires de droite en se disant qu'il vaut mieux, elle, qu'eux car, comme le disaient les jésuites aux jansénistes de Port Royal, elle pourra au moins, elle, toujours "purifier le mal de l'action avec la pureté de ses intentions..."

En d'autres termes, les Gouvernements de Gauche doivent-ils concevoir leur trajectoire uniquement dans le souci de gouverner ou pour réaliser la justice sociale ?

Les deux faces de "Terra Nova" et du pouvoir

Je ne crois pas qu'ils doivent choisir avant tout de durer au détriment de leurs convictions et de leur programme de changement social. Encore faut-il, bien sûr, qu'ils en aient un, car de plus en plus (Rocardisme oblige... aujourd'hui que le capitalisme est triomphant...) , certains, à gauche, estiment qu'il vaut mieux ne rien promettre et se contenter d'être les administrateurs de la société capitaliste telle qu'elle est avec sa cohorte de maux et de misère : chômage, pauvreté, précarité, etc.

Pourtant, de notre histoire nationale, l'enseignement qu'on peut tirer c'est que rien ne sert de durer, il faut faire rapidement, gouverner et réaliser son programme, pendant qu'il est temps, sans souci électoraliste...

- ▶ La Révolution française a fait l'essentiel, entre mai 1789 (Etats Généraux) et 1793 (Thermidor), en 4 ans... Et encore, l'essentiel (changement de régime) a-t-il été fait en moins de 3 ans du 26 août 1789 (Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen) à l'abolition de la Royauté et à la proclamation de la République (22 septembre 1792). Les révolutionnaires ne s'étaient pas préoccupés de la "conjoncture internationale" comme nos savants énarques de Bercy, aujourd'hui, sinon, devant l'Europe des Rois et les monarchies de droit divin coalisées contre la France, ils n'auraient rien fait s'ils avaient raisonné ainsi et auraient vite baissé les bras...
- ▶ Le Front Populaire de Léon Blum (juin 1936 - juin 1937) n'a pas eu une grande longévité... Et pourtant, quelle oeuvre réalisée en si peu de temps : congés payés, semaine de 40 heures, conventions collectives, droits aux loisirs, allongement de la scolarité de 13 à 14 ans...
- ▶ Le Gouvernement de Pierre Mendès-France (juin 1954 - février 1955) n'aura été que de très courte durée : 7 mois et 10 jours... Il aboutira pourtant aux Accords de Genève reconnaissant l'indépendance de l'Indochine, tandis que sera entamé le processus de négociations qui conduira à l'indépendance de la Tunisie en mars 1955...
- ▶ A l'inverse, comme Pénélope, quand ils durent, les Gouvernements de Gauche finissent souvent par défaire aujourd'hui ce qu'ils ont fait hier : sous Mitterrand (période 1981-1983), aux nouveaux droits sociaux des travailleurs (lois Auroux) succède l'austérité et le tournant de la rigueur de 1983... Pire, Mitterrand, s'accrochant au pouvoir (au lieu de démissionner de manière gaullienne après le désaveu du suffrage universel en 1986), lors de la première cohabitation en 1986, devra consentir à la privatisation des entreprises nationalisées au début de son septennat par la loi du 13 février 1982...

Par la suite, avec la succession des gouvernements de droite et de gauche depuis 1986, la part de l'emploi public par rapport à l'emploi salarié passera de 10,5 % à 3,4 % entre 1985 et 2011 - après l'intermède Jospin de 1997-2002 se soldant pour la Gauche par la "Bérézina de 2002" - et sur la même période le nombre d'entreprises publiques diminuera de moitié...[

Il est temps de sortir des discours convenus et trompeurs : gouverner, c'est choisir !

Et le faire, c'est mettre le pouvoir, une fois conquis démocratiquement au service de ses convictions et engagements, et non pas se perdre et se diluer dans un faux consensus abscons pour ne pas déplaire à ceux qui ont été combattus loyalement, hier, avant les élections, quand le peuple lui-même a tranché, aujourd'hui, pour investir les gouvernants de sa confiance !

Sinon on trompe le peuple !

Louis SAISI

30 octobre 2014